



***LA DEMOGRAPHIE  
ET LA SECURITE DE L'IRAN***

***MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE***

***du Capitaine de Corvette Salim AL-QASSMI***

***Dans le cadre de l'étude dirigée Démographie  
et Géopolitique***

***Directeur : J.C Chesnais  
Dir. recherche (INED)***

05 AVRIL 2001

# FICHE DE PRESENTATION

1. La Démographie et la sécurité de l'Iran.

2. Capitaine de Corvette : Salim Al Qassmi.

3. 05 / Avril / 2001.

4. Division B, Groupe B2.

5. Mémoire de géopolitique.

6. Synthèse :

La puissance d'une nation peut se définir par l'influence qu'elle exerce au niveau international et sa capacité à assurer la protection de ses intérêts souverains, voire ceux de ses alliés. C'est donc à la fois la manifestation d'une bonne vigueur dans différents domaines comme l'économie, la politique, la défense, la recherche technologique ...mais également une garantie d'un certain niveau de vie pour ses citoyens.

La sécurité du pays ne consiste pas seulement à monter la garde aux frontières mais aussi à faire face aux inévitables turbulences d'un entourage trop riche pour ne pas être convoité. Son avenir dépend en grande partie d'une utilisation systématique des potentialités que lui offre son environnement et sa diplomatie qui doit sacrifier la raison de l'Etat à la raison du régime.

Sur le plan international, et forte de l'image de respectabilité qu'elle a acquise durant la guerre du Golfe et d'une revalorisation de la position stratégique du pays par rapport à l'espace ex-soviétique, la politique de l'IRAN peut prétendre à un rôle plus considérable au niveau global.

Mots clés : Démographie, Iran, Etats-Unis, Arabo-Persique, la Russie, la géopolitique Iranienne.

LA DEMOGRAPHIE  
ET LA SECURITE DE L'IRAN

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE :  
LA DEMOGRAPHIE ET  
LES CARACTERISTIQUES DE L'IRAN.

LA DEMOGRAPHIE

L'IRAN

DEUXIEME PARTIE :  
LES ETATS – UNIS ET LES PAYS  
DU GOLFE ARBO-PERSIQUE

LES ETATS –UNIS

LES PAYS DU GOLFE ARABO – PERSIQUE.

TROISIEME PARTIE :  
LA GEOPOLITIQUE IRANIENNE  
PAR RAPPORT A SA SECURITE

LA GEOPOLITIQUE IRANIENNE DANS LA REGION

## INTRODUCTION :

L'Iran, c'est à dire le « pays des Aryens » que l'on appelait la Perse jusqu'en 1935, se trouve à la charnière de plusieurs ensembles ethno-politiques. Cet Etat l'un des plus anciens du monde ; a toujours gardé une forte identité entre les mondes arabe, turc, indien et russo-européen.

L'Iran est le seul Etat du Moyen Orient à disposer à la fois d'un vaste territoire et d'une population nombreuse, qui bénéficie d'importantes ressources pétrolières et enfin qui ait une identité politique et administrative ancienne et stable ; ce qui fait une puissance incontournable dans cette région, un Etat musulman multiethnique où les persans qui peuplent depuis des millénaires le plateau iranien forment environ 60% de la population totale. Les minorités azéries, kurdes, arabes, baloutchis et turkmènes vivent dans les régions périphériques et sont presque toujours transfrontalières ce qui constitue un facteur très important de déstabilisation.

La Conquête arabe (637-642), l'invasion mongole (1220-1258) et la formation de l'Empire TAMERLAN empêchèrent la formation d'un véritable Etat iranien malgré les tentatives de plusieurs dynasties locales. En 1501 ESMAIL, chef d'un ordre soufi militant prend le pouvoir et fonde la dynastie des SAFANIDES qui vont régner jusqu'en 1772. Cette dynastie atteint son apogée à l'époque du SHAH ABBES (1587-1629) et impose le chiisme comme religion d'Etat et fonde un nouvel Empire dont le système administratif s'inspire des traditions de la Perse antique.

Au début du dix huitième siècle l'IRAN chiite connaît une certaine prospérité et se présente comme le grand rival de l'Empire OTTOMAN sunnite. En 1796 AGHA MOHAMED KHAN chef d'une tribu turkmène, fonde la dynastie des QADJARS qui va régner sur l'IRAN jusqu'en 1925. Un changement géopolitique notable résultait de la montée en puissance des impérialistes européens en Asie et l'IRAN devient à cette époque une zone de rivalités entre Britanniques et Russes.

Après la première guerre mondiale la situation géopolitique de l'IRAN change à nouveau avec la découverte pour la première fois du pétrole en 1908 au Khouzistan iranien. Après la seconde guerre mondiale, l'IRAN abandonne sa politique de neutralité et opte pour un rapprochement avec l'occident mais il était affecté par la logique de la guerre froide lors de la crise de l'AZERBAIDJAN en 1946. Dès lors et jusqu'à la chute de la monarchie en février 1979, l'évolution des rapports

Est- Ouest jouera un rôle déterminant pour l'IRAN qui partageait près de 2500 Km de frontières terrestres et maritimes avec l'ex URSS.

Après la révolution, l'islamisme militant du nouveau régime n'a pas réussi à faire sortir l'IRAN de son isolement, mais la fin de la guerre froide modifie profondément la conjoncture internationale et avec la mort de KHOMEYNI(1989) le régime islamique entame le changement qui s'avère trop lent en raison de la spécificité de ce pays.

Il sera intéressant d'examiner la situation de l'Iran et comment paradoxalement, c'est l'échec de la révolution islamique qui est à l'origine du renouveau de sa politique et étudier combien cet échec a modifié en profondeur la société et aujourd'hui, rend possible l'émergence d'une démocratie.

L'IRAN appartient de fait à une zone de turbulence du système international mais il est de manière plus particulière pris dans un cercle de conflits armés qui se déroulent sur ses frontières. Cette situation ne laisse pas de choix en IRAN qui a intérêt à s'intéresser en premier lieu à ses voisins immédiats pour des raisons historiques, religieuses, linguistiques et surtout ethniques afin d'établir de bonnes relations dans une ambiance de tensions évidentes et parfois d'échecs.

Pour cela et à l'heure de la mondialisation et de la complexité des rapports internationaux l'IRAN a tout intérêt à rétablir des relations amicales et normales avec ses voisins car la perception de sa sécurité reste tributaire de sa politique : d'une part avec le monde arabe et musulman, d'autre part avec l'Asie centrale et l'AFGHANISTAN et surtout avec la TURQUIE tout en optant pour une ouverture moins conflictuelle avec l'occident.

Enfin, nous examinerons les constantes de la géopolitique iranienne et comment ce pays a pris en compte la nouvelle donne régionale, notamment à travers ses ouvertures politiques tant vers le monde arabe que vers l'Occident.

**PREMIERE PARTIE :**  
**LA DEMOGRAPHIE ET LES CARACTISTIQUES**  
**DE L'IRAN**

**Chapitre I : LA DEMOGRAPHIE**

**1.1 LA DIMENSION GEOPOLITIQUE DES DONNEES  
DEMOGRAPHIQUES : LA « DEMOPOLITIQUE »**

Une personne disposant d'informations aurait cependant constaté la formidable puissance démographique acquise par le Royaume Uni au 19<sup>ème</sup> siècle, avec une population qui a augmenté de 10,4 millions en 1800 à 38,7 millions en 1900, soit 272 % en un siècle. Or, selon les données tant de l'ONU que de la Banque mondiale, l'accroissement démographique de la population du monde au 20<sup>ème</sup> siècle devrait être d'une proportion équivalente. Comment imaginer, en 1900, que l'expansion démographique de l'apogée britannique du siècle écoulé allait se généraliser à l'ensemble du monde ?

L'explosion démographique mondiale a été le phénomène majeur du 20<sup>ème</sup> siècle et le restera sans aucun doute durant ce millionième. Il faut en effet s'attendre à l'arrivée sur la planète de quelque 3 milliards d'hommes en plus. Les démographes ont plus ou moins cerné l'ampleur du phénomène en termes statistiques. Mais les spécialistes de la géopolitique sont loin d'en avoir exploré les conséquences prévisibles. On pressent pourtant qu'elles seront capitales, qu'il s'agisse du bouleversement des rapports de force entre puissances mondiales, du domaine sécuritaire, du domaine économique et du domaine culturel.

Paradoxalement, les spécialistes de la géopolitique semblent évacuer de leur analyse prospective géopolitique le facteur démographique, pourtant déjà visible et aveuglant sur le théâtre mondial. De ce fait, il semble urgent que le champ de la démographie mondiale soit exploré dans tous ses aspects et ses applications. A vrai dire, au travers d'une telle analyse, il ne s'agira plus vraiment de géopolitique au sens strict du terme. Les facteurs géopolitiques ne seront plus considérés désormais

comme l'élément moteur central des rapports entre puissances, rôle où ils seront avantageusement, et plus significativement, remplacés par les facteurs démographiques.

## 1.2 LA DIMENSION POLITICO – SECURITAIRE DE LA DEMOGRAPHIE MONDIALE

### Les leçons de l'histoire

Après la seconde guerre mondiale et l'émergence du nucléaire, la tentation a été forte d'analyser la situation politique dans le monde, exclusivement en fonction de l'accès des états à la puissance atomique. La capacité nucléaire possédée par quelques pays a pu sembler égaliser des forces, réduire les distances. L'analyse géopolitique pouvait alors se réduire à une dichotomie entre les pays possédant le feu nucléaire et les autres et, négliger l'importance des variables stratégiques, comme les ressources naturelles, les structures politico-sociales ou les évolutions démographiques. Mais, les faits ont contrecarré cette tendance à limiter l'examen géopolitique des états du globe à la possession de l'arme nucléaire. L'histoire a ainsi montré qu'un pays peut posséder cette arme et se décomposer de l'intérieur, abandonnant par-là même les vecteurs qui justifiaient sa politique internationale antérieure. L'histoire nous enseigne que l'évolution du poids des populations dans leur environnement national et international et les mouvements qui les affectent (le mouvement naturel : les naissances et les décès ; le mouvement migratoire : flux d'émigration ou flux d'immigration) participent des causes et des conséquences de nombreux phénomènes politiques et géopolitiques. La population agit de ce fait comme une variable stratégique.

Les relations internationales des trente dernières années nous offrent également un exemple de la reconnaissance du nombre. Le 25 octobre 1971, l'assemblée générale des Nations Unies décide l'admission de la Chine Populaire et l'expulsion de Taiwan. Taiwan, qui occupait jusque là le siège de la Chine au conseil de sécurité, n'est alors plus considéré que comme un régime de fait. Cette décision démontre, outre le fait qu'un nombre croissant de pays entretiennent des relations diplomatiques avec Pékin, que les données de la géographie humaine jouent un rôle primordial. En effet, la République Populaire, avec environ 800 millions d'habitants, est le pays le plus peuplé du monde, devant l'Inde et loin devant l'URSS et les Etats-

Unis. Son challenger politique, Taiwan, a une superficie 300 fois moindre, et, malgré une densité six fois plus élevée, sa population est cinquante fois moindre.

Peut-on alors ne pas entretenir de relations diplomatiques avec un pays qui abrite le cinquième de l'humanité, même si l'on n'apprécie pas son régime politique ?

Les guerres peuvent également modifier les politiques migratoires des pays. Ainsi, le Koweït, jusqu'à son invasion par l'Irak en août 1990, était très ouvert aux étrangers, dont la force de travail était très appréciée. Après la fin de la guerre du Golfe, le Koweït a changé de politique, considérant que la présence d'un nombre élevé d'expatriés recelait, aux yeux des gouvernants comme des autochtones, une menace larvée. Cette attitude de frontières nettement plus fermées était liée au fait que les organisations palestiniennes avaient pris fait et cause pour l'Irak. Donc le Koweït, en 1991, « a clairement opté pour la préférence nationale, pour le dégraissage des communautés immigrées, palestiniennes de manière ouverte, arabes de manière plus camouflée ».

Si la répartition des hommes aide à une unité nationale qui bénéficie à la politique des Etats, elle peut dans d'autres cas obérer le poids d'un pays. En effet, tout pays souffrant de conflits internes liés à des problèmes de concorde nationale résultant d'une division de la population entre diverses ethnies se trouve affaibli vis-à-vis de l'extérieur.

Enfin, dans les relations géopolitiques, la cadence des flux migratoires peut répondre à des préoccupations de rapports de force lorsque des Etats influencent le degré d'intensité des flux migratoires pour obtenir une attitude différente d'autres Etats : on parle de l'arme de l'émigration. De tels objectifs peuvent conduire soit à ouvrir les frontières, soit à les fermer. Lorsque la Chine ouvre sa frontière avec le Tibet, et invite nombre de Chinois à aller s'installer au Tibet, il s'agit de mettre à bas un adversaire déjà vaincu sur le plan militaire, après la répression de la résistance anti-chinoise en 1959.

A l'opposé, les géants asiatiques, comme la Chine et l'Inde, peu à peu, se manifestent davantage sur la scène internationale. C'est le cas en particulier de l'Inde. Elle pourrait, au fil des prochaines décennies, devenir une nouvelle superpuissance. Peu ouverte économiquement, elle a été épargnée par la « crise

asiatique » - c'est-à-dire le choc économique récent – et le faible degré d'ouverture n'est d'ailleurs pas forcément un handicap, compte tenu de la taille du marché (1 milliard d'habitants, dont une centaine composant les « classes moyennes », avides de consommation et de modernisation). L'Inde est la seule véritable démocratie bien installée dans la région, et ce, à une échelle sans précédent. Ses élites parlent la langue universelle des affaires et des sciences (l'anglais) et fréquentent les universités les plus réputées d'Angleterre et des Etats-Unis ; le système universitaire indien fabrique à lui seul 2 millions de diplômés chaque année. Enfin, le pays maîtrise les hautes technologies : physique nucléaire, aérospatiale, informatique, biotechnologies, etc...

Comme toujours, l'avenir réservera sans doute son lot de surprises. Toutefois, quel que soit le potentiel de rattrapage des grandes économies émergentes d'Asie, la suprématie des Etats-Unis est telle qu'elle ne peut être ébranlée dans les deux décennies qui viennent. Ce n'est qu'à beaucoup plus long terme qu'un rééquilibrage est envisageable.

### 1.3 La démographie et puissance des états

La puissance d'une nation peut se définir par l'influence qu'elle exerce au niveau international et sa capacité à assurer la protection de ses intérêts souverains, voire ceux de ses alliés. C'est donc à la fois la manifestation d'une bonne vigueur dans différents domaines comme l'économie, la politique, la défense, la recherche technologique ...mais également une garantie d'un certain niveau de vie pour ses citoyens.

Il est difficile de trouver dans l'histoire des pays qui ont durablement compté sur l'échiquier mondial sans bénéficier d'une population vigoureuse, à moins de bénéficier d'appuis extérieurs qui remplissent cette condition. Parmi ces exceptions, on peut penser à l'état d'Israël qui sait pouvoir s'appuyer sur sa diaspora également sur un pays comme les Etats-Unis.

A l'inverse, des pays qui possèdent une population nombreuse ne peuvent rester totalement à l'écart des centres de décision internationaux, même s'ils ne jouissent pas d'une richesse importante. C'est le cas de la République populaire de Chine, qui, grâce à sa masse humaine, a pu obtenir en 1971 le siège que détenait la Chine nationaliste (Taiwan) au conseil de sécurité.

La démographie apparaît donc indubitablement comme un élément de puissance des nations. Si la technologie permet à certains pays d'exercer une influence, l'internationalisation lente du processus de démocratisation redonne de la voix à l'opinion publique et contrebalance ce phénomène d'appropriation de la puissance par une nation dominante. Les récentes discussions au sein de l'OMC démontrent cette vigueur des revendications de pays qui fondent leur légitimité sur leur nombre et non sur le niveau de leur PIB.

Le problème n'est pas seulement l'acquisition de la puissance par les moyens technologiques et financiers : les regroupements en structures multinationales, telles que l'Union européenne, l'OTAN, ...et le niveau de développement atteint garantit aux pays industrialisés leur puissance. Leur faiblesse réside dans une implosion de leurs sociétés dont le renouvellement démographique n'est pas assuré.

#### 1.4 La défense et la démographie

##### **Cas de dépression démographique : la guerre du Golfe**

La guerre du Golfe a vu en 1990 un Etat très riche et très peu peuplé, le Koweït, être l'objet des convoitises de son voisin irakien dont la population, bien plus nombreuse (22 millions d'habitants en 1990 contre 3 millions pour le Koweït), connaissait un niveau de vie très inférieur. Ce conflit n'était pas d'ordre religieux : malgré la tendance plutôt laïque du régime de Saddam Hussein et l'obédience marquée du Koweït envers le très islamique royaume d'Arabie saoudite, les deux Etats étaient majoritairement musulmans. Le premier avait même pris le fardeau de la croisade sunnite contre l'ennemi chiite iranien. Les raisons historiques sont des arguties employées ici comme c'est parfois le cas pour donner un semblant de crédibilité aux thèses prétendant légitimer l'action violente et la conquête d'un territoire. En réalité, il est difficile, surtout lorsque l'on regarde quels sont les pays ayant rejoint les deux coalitions de ce conflit, de ne pas voir un conflit de pays « pauvre » contre pays « riche », dans lequel le premier s'est senti, à travers un leader charismatique, fortifié et encouragé par deux éléments déterminants : Une population nombreuse et de tradition ancienne ; Une situation économique difficile, qui après huit années de guerre contre l'Iran, ne pouvait qu'attirer la compassion.

En face de lui, ses armées n'ont trouvé qu'une force de mercenaires gardant un pays sans âme et sans esprit de défense, dont les forces vives ont rapidement fui le pays devant l'avance irakienne.

Cette région du monde était placée devant un cas d'école pourrait-on dire. Les critères d'une situation explosive étaient réunis et les facteurs démographiques n'en étaient pas absents. Pour un nouveau partage de richesses (la richesse de l'or noir est devenue supérieure aux ressources agricoles des bords de l'Euphrate), se sont opposés d'une part une foule unie autour d'un chef charismatique et d'autre part une poignée de rentiers que l'esprit de défense avait quitté en même temps que les habitudes nomades et guerrières de leurs aînés. Dans le déroulement même du conflit, on constate également que, si la technologie des armes de la coalition occidentale a joué un rôle éminent, la coalition occidentale a veillé à ce que le nombre des troupes soit équilibré. Il a cette fois encore constitué un atout pour les forces victorieuses, dont la duplicité permettait une diversion ou un assaut sur plusieurs fronts simultanément.

## **Chapitre II : L'IRAN.**

Si la seconde guerre du Golfe a consacré les Etats-Unis comme « gendarme du Golfe », elle a durablement libéré l'Iran de sa menace régionale irakienne. Dans ce Nouvel Orient qui demeure un monde fragile détenteur des trois quarts des réserves pétrolières, l'Iran a la possibilité de devenir un acteur majeur du fait de sa position géographique, de ses atouts économiques mais aussi du fait de son évolution politique, car tout indique que l'Iran est en train de sortir de sa révolution.

### **2.1 L'IRAN UN ETAT EN VOIE DE STABILISATION.**

#### ***2.11 DE L'ETAT TERRORISTE...***

La révolution islamique et l'occupation de l'Ambassade des Etats-Unis en novembre 1979 par des étudiants de la ligue de l'Imam, ont bouleversé l'image de l'Iran. Celui que l'on appelait « le partenaire privilégié des Etats-Unis », « l'île de stabilité », « le gendarme du Golfe » a cédé la place au bastion du terrorisme international, principal vecteur de conflits au Moyen-Orient.

Depuis 20 ans, l'Iran s'est vu assimilé à la nation terroriste moyenâgeuse. Ce sont les assassinats politiques en Europe, les attentats au Liban et la tentative de déstabilisation de « l'irangate » qui ont provoqué de fait, son isolement sur la scène internationale.

Ainsi, l'histoire de cette civilisation fut occultée durant deux décennies. Le vécu, les aspirations et les luttes des Iraniens ont purement et simplement disparu des analyses occidentales. On ne parlait plus désormais que de l'islam chiite, politique, militant, menaçant et dangereux.

Mais alors que la loi d'Amato a renforcé en 1996 l'embargo américain, tout indique que la révolution iranienne est entrée dans sa phase thermidorienne. La révolution religieuse, dans l'identification du religieux et du politique, débouche vingt ans après, sur la démocratisation.

## 2.12 A LA REACTION REVOLUTIONNAIRE.

Il a fallu, le 23 mai 1997, l'élection, d'un religieux modéré ouvert sur le monde et partisan du dialogue entre les civilisations pour évoquer de nouveau la société iranienne. Elle reste une énigme pour ceux qui croyaient l'Iran traditionaliste et homogène, car c'est la société iranienne qui est le véritable vecteur du changement. En effet, c'est elle qui a porté au pouvoir un réformiste en la personne de l'hodjatoleislam Muhammad Khâtami. Le président élu a obtenu une majorité écrasante, 70 % des suffrages exprimés pour un taux de participation de plus de 80 % ; Fait sans précédent depuis le référendum de 1979 pour l'abolition de la monarchie. La singularité de cette élection réside dans la mobilisation inédite de la société civile en faveur d'un candidat qui plaide pour l'institutionnalisation de l'état de droit, mais aussi dans la partition de l'élite religieuse et politique entre traditionalistes et réformateurs.

Aujourd'hui, certains points de la doctrine proprement dite de Khomeyni font l'objet de véritables débats politiques. Ainsi l'ayatollah Montazeri, ancien dauphin de Khomeyni, a critiqué ouvertement l'idéologie fondatrice du régime, (le gouvernement du docte religieux), base religieuse des pouvoirs politiques du guide de la révolution.

En novembre 1998, le Ministre iranien des affaires étrangères a annoncé dans une déclaration commune avec son homologue britannique, que le gouvernement iranien se dissociait de la fatwa lancée en 1989 par l'ayatollah Khomeyni contre

Salman Rushdie et répudiait la prime offerte pour son exécution. Ce geste symbolique est passé sans soulever de tempête en Iran (classe politique et presse confondues).

Ces éléments démontrent combien le régime s'éloigne des idées fondatrices de la révolution. Toutefois l'ambivalence de la politique iranienne traduit les luttes de pouvoir qui existent en Iran, entre les courants réformistes et conservateurs. La vieille garde conservatrice, ébranlée par les défaites électorales, a déclenché une guerre pour le pouvoir, sourde mais réelle. Sur le plan religieux, le néo-fondamentalisme conservateur qui ne s'intéresse qu'aux mœurs, n'offre à la jeunesse aucun idéal et sert de repoussoir. La révolution islamique est bien finie.

La révolution iranienne a aujourd'hui vingt deux ans, et les pasdarans qui l'ont faite et défendue, sont devenus des quadragénaires pères de famille. Leurs préoccupations sont plus tournées vers les réalités de la vie que vers l'idéologie révolutionnaire. Il ne faut pas oublier que les 750 000 morts des huit ans de guerre contre l'Irak ont marqué l'inconscient collectif d'une population qui aspire avant tout au développement économique et à la paix, même si le thème du martyr fait partie intégrante de la culture chiite.

### 2.13 DE L'ECHEC A LA CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE.

C'est paradoxalement l'échec de l'islam politique qui est à l'origine d'une véritable recomposition de l'espace iranien.

Cette révolution, qui se présentait comme une alternative à l'occidentalisation, a participé, à son corps défendant, à un renforcement de ce processus. Si les élites de l'Iran, à l'époque de la monarchie, avaient des affinités électives avec l'Occident, la République Islamique a contribué à rapprocher de manière plus profonde la société iranienne de l'Occident. Car la révolution a permis à cette société d'accéder à la vie politique confisquée par le pouvoir autocratique du Shah.

Ce discours sur la démocratie, s'articule explicitement en tout cas, chez un philosophe comme Soroush, ou un théologien comme Modjtahed-Shabestari, sur l'individualisme de la pratique religieuse. L'homogénéisation de la société révolutionnaire a rendu possible un discours sur l'émergence de l'individu, parce que les autres niveaux d'allégeances et d'identités communautaires, ont été réduits, face

au discours hégémonique et normatif sur la religion qui vient de l'Etat. En ce sens, la révolution islamique chiite iranienne a rendu possible un discours sur la démocratie, qui est autochtone et non pas importé. Elle a induit une transformation politique, sociale et mentale. L'échec de l'Islam politique n'est ni plus ni moins la sécularisation de l'Islam.

Deux autres aspects peuvent être pris en considération pour comprendre ce paradoxe. Avec l'exil de centaines de milliers d'Iraniens à la suite de la révolution, une véritable diaspora se déployant dans tous les pays occidentaux est apparue mettant des millions d'Iraniens de l'intérieur en rapport avec cet Occident tant critiqué par les zéloteurs du pouvoir. Les liens affectifs de cette diaspora se sont transformés en lien structurel de masse.

L'autoritarisme du pouvoir clérical révolutionnaire ne peut être imputé à un quelconque soutien de l'Occident. Cette politique de fermeture a paradoxalement renforcé l'intérêt porté à cet Occident qui était interdit.

Plus encore, les échecs socio-économiques du régime, la recherche d'une solution aux difficultés du pays, sont des facteurs qui ont fortement contribué à une relecture des valeurs de la civilisation occidentale. Cette réévaluation se répercute dans le discours des actuels dirigeants.

Sous les apparences de l'ordre moral encore maintenu, la démocratie s'installe comme régime du pays. L'Iran est un pays profondément transformé dans ses structures sociales, économiques et religieuses.

## **2.2 LA SITUATION GEOGRAPHIQUE.**

Pour apprécier à sa juste mesure l'importance géopolitique de l'Iran à l'heure actuelle, il faut la considérer selon différents paramètres.

Avec 1 648 000 km<sup>2</sup>, l'Iran est, après l'Arabie Saoudite( 2 230 000 km<sup>2</sup>), le plus vaste du Moyen-Orient, bien plus étendu que la Turquie (779 452 km<sup>2</sup>) ou l'Egypte (997 738 km<sup>2</sup>). De plus, avec une population de l'ordre de 65 millions d'habitants, et cinq villes de plus d'un million d'habitants, il sera probablement le premier pays de la région à atteindre les 100 millions d'habitants d'ici les deux prochaines décennies.

L'espace géopolitique de l'Asie Centrale pouvait être rattaché au monde Moyen-Orient. L'Iran n'est plus un pays périphérique, encore moins un pays glacis

coupé du monde, il occupe une position géopolitique exceptionnelle, puisqu'il est entouré de 15 pays dont 5 enclavés, n'ayant pas de débouchés directs sur la mer et subordonnés à leurs voisins pour le développement de leur économie.

L'enclavement de l'Asie Centrale crée une situation de dépendance physique, quasi incontournable à l'égard des pays limitrophes qui peuvent offrir des voies de passages vers l'océan. Les voies de communication les plus courtes et économiquement les moins chères passent par l'Iran. En ce sens, l'Iran est dans une position de Rim Land selon les théories de Spikeman.

L'océan mondial est d'abord le grand axe commercial indispensable aux économies, 67 % du commerce international emprunte en effet le transport par mer est de loin le plus économique. La partie purement maritime des coûts ne représente plus que 15 à 25 % des coûts totaux de transports. Les luttes pour le désenclavement de l'Asie Centrale sont aussi le rappel de l'importance de la mer pour le commerce international d'un monde de plus en plus global. Un pays, fut-il loin de l'océan, en dépend pour développer son économie, l'enclavement est un facteur de sous-développement.

L'Iran est en effet le pays de l'entre trois mers, il est situé sur les rivages du Golfe Arabo-Persique et de la mer Caspienne qui sont des mers continentales et sur l'ouvert de la mer d'Oman et de l'Océan Indien. Sa géographie en fait un acteur contrôlant le détroit d'Ormuz par lequel s'achemine un tiers de la production mondiale notamment à destination de l'Asie et du Japon, et l'Occident.

### **2.3 LA DEMOGRAPHIE ET L'ECONOMIE.**

Contrairement à une idée largement répandue, les résultats des recensements nationaux témoignent de la modernisation du comportement démographique de la population iranienne.

En effet, la population urbaine est désormais largement majoritaire et représente 37 millions d'habitants soit 61 %, alors qu'elle représentait 47 % en 1976. À titre de comparaison, les pays de la région ayant une population équivalente comme la Turquie et l'Égypte ont un taux d'urbanisation respectivement de 73 % et de 45 %.

Par ailleurs, l'indice de fécondité est en très nette baisse, s'il était en 1975 de 7.2, il est en 1996 de 2.8. En Arabie Saoudite, il est de 5.8 (recensement de 1992) et

de 3.4 en Egypte. On observe également une évolution en ce qui concerne l'âge moyen du premier mariage, qui est passé de 18 ans en 1966 à 21 ans en 1991, traduisant un changement dans la société iranienne. Le taux d'alphabétisation des femmes âgées de 15 à 49 ans, est passé de 26 % en 1976 à 67 % en 1998.

Si l'on prend le nombre de livres publiés comme indicateur socioculturel, l'Iran en publie 15 096 (sources données de 1996), l'Arabie saoudite 3 900, l'Egypte 2 215, la Turquie 6 546, mais ce qui reste encore loin des 35 000 titres publiés chaque année en France.

L'évolution de la démographie iranienne contient des signes notoires de modernisation.

### Pétrole.

Premier pays du Moyen-Orient à avoir commencé l'exploitation du pétrole, l'Iran est aujourd'hui le quatrième producteur de l'OPEP avec 7.9 % de la production mondiale. Il détient 10 % des réserves prouvées du monde. La production iranienne n'a cessé de diminuer, principalement en raison de l'échec économique de la révolution, elle a été divisée par deux depuis 1978. La capacité d'autofinancement de l'Iran s'en est trouvée réduite accélérant un retour sur la scène internationale.

Aujourd'hui, on assiste à une libéralisation de la politique pétrolière iranienne. Après les compagnies Total en 1995 et 1997, ELF et AGIP début 1999, c'est l'anglo-néerlandais Royal Dutch Shell qui a signé fin 1999, un important contrat pétrolier de 800 millions de dollars. Du fait des lois d'embargo des Etats-Unis (lois « d'Amato »), les compagnies américaines ne peuvent pas bénéficier de cette ouverture économique. Près de 600 d'entre-elles viennent de se regrouper au sein de l'association « USA Engage », afin d'obtenir l'abrogation de ces lois. L'avenir dira si ce groupe de pression influencera une éventuelle révision de la politique américaine.

### Gaz naturel.

La puissance pétrolière iranienne a longtemps éclipsé les perspectives exceptionnelles que lui offrent ses réserves de gaz naturel. En effet, elles sont estimées à 23 000 milliards de m<sup>3</sup>, soit 15 % des réserves mondiales, ce qui place ce pays au deuxième rang après la Russie, qui détient 30 % de ces réserves. Ces

ressources suscitent donc de larges ambitions, quant à l'exportation vers les marchés régionaux, notamment vers le sous-continent indien.

Nous avons vu l'intérêt économique de la géographie iranienne, notamment, pour le désenclavement de l'Asie Centrale. Des accords régionaux d'échange ont déjà été conclus avec le Turkménistan voisin, celui-ci approvisionne en gaz le nord de l'Iran, qui de son côté revend au profit de ce pays les quantités fournies sur ses réserves situées dans le sud. Ce type d'accord dit « Swap » évite la construction de gazoducs. La même logique a prévalu pour la fourniture de gaz à l'Anatolie turque, malgré les nombreuses divergences politiques.

L'Iran possède donc, de part ses ressources naturelles, des atouts économiques certains.

#### **2.4 UNE CONSCIENCE NATIONALE.**

La population iranienne est animée d'un sentiment national très fort, qui peut de prime abord sembler paradoxal.

Quelle est la spécificité iranienne ? Le Shah avait tenté de jouer sur une identité ethnico nationale, la « persanité » qui laissait près de la moitié de la population et tout le clergé chiite, en dehors du cercle de la nation. La révolution avait mis en avant l'identité islamique chiite.

Aujourd'hui, le problème est de savoir ce que signifie cette identité. Il ne faut pas l'oublier, la population iranienne n'est pas ethniquement homogène et comporte un certain nombre de minorités. En effet, 27 % de la population sont des Azéris de langue turcophone mais chiite, 14 % sont des Kurdes mais sunnites, les populations du Khûzistân sont majoritairement arabes et sunnites, le reste de la population est persane. Le nationalisme iranien n'est pas une donnée simple.

La conscience nationale dépasse les considérations ethniques et religieuses. Lors de la guerre avec l'Irak, les populations arabes du Khûzistân se sont ralliées aux Mollahs de Téhéran et ont lutté contre les Irakiens, de même les populations du sud de l'Irak, en majorité chiites, se sont ralliées au pouvoir de Bagdad et ont lutté contre les Iraniens. Pourtant les interactions entre le chiisme irakien et iranien sont nombreuses. Le texte préambule de la constitution iranienne a été rédigé par un imam irakien exécuté par Saddam Hussein en 1980.

L'Azerbaïdjan a été une province iranienne jusqu'en 1828, date à laquelle elle a été divisée, une partie étant rattachée à l'Empire Russe. Lorsqu'en 1948, Staline a voulu déstabiliser l'Iran, il s'est appuyé sur l'identité culturelle, linguistique et religieuse commune, qui existait de part et d'autre de la frontière. Pourtant, là encore, les Azéris Iraniens ne se sont pas soulevés et n'ont pas rallié la République soviétique. Il est révélateur que l'actuel guide de la révolution iranienne soit un Azéri, ce qui n'a pas empêché l'Iran de signer des accords avec l'Arménie ennemie de l'Azerbaïdjan, prouvant ainsi que la conscience nationale l'emporte sur toute autre considération.

L'histoire de l'Empire perse permet peut-être de mieux cerner la conscience nationale de ce qui reste encore aujourd'hui, une mosaïque de peuples. Depuis Darius Ier, le pouvoir n'a jamais exigé des populations qu'elles renoncent à leurs mœurs, à leurs langues, ou à leurs religions. La colonie juive iranienne remonte à l'époque de la destruction de Babylone et de l'empereur Cyrus. Ainsi, la Perse a fait plus qu'ériger un Empire, elle a inventé l'idéologie impériale entraînant un esprit de tolérance suffisant pour lui permettre d'assurer sa longévité, malgré les diversités ethniques.

L'Iran est une nation pluriethnique, qui a gardé une conscience nationale très forte d'autant plus qu'elle a subi l'épreuve de la guerre. L'isolement politique et l'embargo économique ont également renforcé l'unité nationale de populations qui ont vécu des épreuves communes et qui ont le désir de vivre ensemble.

## **DEUXIEME PARTIE :** **LES ETATS UNIS ET LES PAYS DE GOLFE ARABO-** **PERSIQUE**

### **Chapitre III : LES ETATS UNIS ET LES PAYS DE GOLFE ARABO-** **PERSIQUE.**

La politique américaine dans cette région est centrée autour de trois données géopolitiques : Le contrôle du centre de gravité pétrolier, le maintien de la Russie en tant que puissance de second rang et la sécurité de l'Etat d'Israël. L'endiguement de l'Irak et de l'Iran répond à la fois aux préoccupations de la sécurité d'Israël et au centre de gravité pétrolier.

#### **3.1 ISRAËL**

Les Etats-Unis sont, de fait, les garants de la sécurité d'Israël, mais aussi leur meilleur soutien économique : chaque année, l'Etat Hébreux reçoit 2 milliards de dollars d'aide militaire de la part du gouvernement américain et va augmenter à 2,5 milliards en 2008. La justification de ce soutien est difficile à déterminer, il peut s'agir de considération liée au messianisme culturel américain, ou de considération de politique intérieure, afin de ne pas s'aliéner le vote des groupes de pression pro-israéliens. Il ne faut pas oublier qu'il y a plus d'habitants de confession israélite à New York que dans tout l'Etat d'Israël.

Olivier Roy voit dans cette préoccupation sécuritaire d'Israël, une justification de la « diabolisation » développée par les États-Unis à l'égard de certains Etats de la région notamment l'Iran. Si les États-Unis tendent à isoler l'Iran c'est d'abord parce que celui-ci est un détenteur potentiel de l'arme nucléaire, donc considéré comme une menace pour l'Etat Hébreux.

Le processus de paix entre Israël, les Palestiniens et la Syrie est le deuxième fait historique. Il participe à la nouvelle donne géopolitique du Moyen-Orient. Il n'est pas possible de savoir si ce dernier aboutira à une paix durable pour la région à brève échéance, ou si la succession de Monsieur Arafat ou Monsieur Sharon viendra perturber ce processus. Là encore, on observe une interaction sur l'ensemble du

Moyen-Orient. Les États-Unis ont en effet favorisé une alliance entre Israël et la Turquie qui entoure la Syrie, pays qui restait parmi les opposants les plus farouches à l'Etat Hébreux.

### **3.2 L'ENJEU DE LA RECOMPOSITION.**

L'ouverture de l'Asie Centrale a en partie redistribué les cartes pétrolières. En effet, si sa capacité de production est très loin d'égaliser celle du Golfe, elle est suffisante pour influencer les prix. Elle est pour les Etats-Unis une occasion de réduire leur dépendance vis-à-vis des pétromonarchies du Golfe Arabo-Persique, et de ne pas leur abandonner le contrôle de ce centre de gravité des économies occidentales. Cette politique globale tend à encourager l'acheminement du pétrole et du gaz de l'Asie Centrale à travers la Turquie et non à travers le Golfe.

La politique des pétromonarchies a également été modifiée. Celles-ci craignent l'émergence d'un nouvel eldorado pétrolier, qui concurrencerait l'importance du Golfe Arabo-Persique. En Arabie Saoudite, l'émergence d'une nouvelle zone de production a produit l'effet d'un aiguillon à un moment où le royaume s'interrogeait sur sa relégation à la 4<sup>e</sup> place de fournisseur des Etats-Unis.

La crise du Koweït a consacré les Etats-Unis comme puissance incontournable au Moyen-Orient. L'incapacité des pétromonarchies à défendre l'un des leur n'a pas non plu échappé aux oppositions internes. D'autant plus que l'ouverture de l'Asie Centrale a modifié les politiques au Moyen-Orient, car elle a offert la possibilité d'une redistribution des cartes dans l'équilibre des pays producteurs de pétrole.

### **3.3 UN MONDE FRAGILE.**

Des guerres israélo-arabes à la guerre du Golfe en passant par celle qui a opposé l'Irak à l'Iran ou celle d'Afghanistan, le Moyen-Orient est une véritable zone de tempête. Comment oublier que, dans cette région convoitée et disputée, se définissent et se redéfinissent constamment les enjeux de la détente mondiale.

Le conflit israélo-arabe a tant dominé la scène politique régionale depuis 1948, qu'il a masqué d'autres problèmes non moins graves : la démographie, les crises économiques et sociales, les frustrations en tout genre et le développement de mouvements extrémistes, qui constituent aujourd'hui la principale menace pour les régimes en place.

La principale organisation du golfe Arabo-Persique, le conseil de coopération du Golfe (CCG) a fait l'expérience en 1990, dix ans après sa création, de sa fragilité, sinon de son impuissance totale à protéger l'un de ses membres d'une invasion. Malgré les dizaines de milliards de dollars engloutis dans l'achat des derniers systèmes d'armes « High Tech », un Irak meurtri par huit ans de guerre contre l'Iran a occupé en quelques heures, la totalité d'un pays membre, menaçant de surcroît les autres pays. Le recours à une puissance étrangère a en partie décrédibilisé les monarques arabes auprès d'une part non négligeable de leur population, notamment celle qui est sensible au discours islamiste.

De par l'importance de leur production pétrolière, les problèmes sécuritaires de ces pays concernent l'ensemble du monde occidental.

#### Chapitre IV : LES PAYS DE GOLFE ARABO-PERSIQUE

La plupart des pétromonarchies sont des Etats récents dont les frontières ont été imposées par les puissances étrangères notamment britannique. Les différents frontaliers sont multiples d'autant que la notion de frontière est étrangère à la mentalité bédouine et que le sol recèle du pétrole.

Ainsi, par exemple, les Emirats Arabes Unis ont été constitués autour du cheik Zayed, émir d'Abû Dhabi en 1971 après le départ des Britanniques. Ces Emirats doivent à la protection anglaise de ne pas avoir été envahis par Ibn Saoud, l'unificateur de l'Arabie. Cette fédération s'est faite par la crainte du retour du puissant voisin Saoudien. Si l'unité des émirats est réelle, il existe néanmoins des divergences d'intérêt, à l'intérieur de la fédération. Certains émirats n'ont pas de ressources pétrolières, si Sharjah et Abû Dhabi sont opposés à l'Iran, en raison de l'occupation par l'Iran des îles Tomb et Abû Musa, l'émirat de Dubaï tire en partie ses richesses de son commerce avec l'Iran. Les émirats présentent par ailleurs de réelles

divergences sur la pratique de l'islam. Si la pratique religieuse est à Sharjah assez proche de celle de l'Arabie saoudite, Dubaï est multiconfessionnel, il est le Hongkong du Moyen-Orient où il n'y a aucun interdit. Ces décalages sont source de tensions, notamment en cas de récession économique.

Parmi les défis que va affronter l'Arabie Saoudite dans les années à venir, la succession du roi Fahd, ne devrait pas être le plus important. En effet, le roi a confié la régence au prince Abdallah. La clé du changement est sans doute la façon dont se fera le saut de générations entre les fils d'Ibn Saoud, qui se passent le pouvoir depuis 1953 et les petits-fils. Cette situation risque fort de s'accompagner de tensions internes.

La stabilité du pouvoir, pour ne pas dire son caractère gérontocratique contraste avec le fait que 70 % de la population est âgée de moins de 25 ans.

#### **4.1 L'INTEGRISME SUNNITE.**

En l'absence de tout canal permettant l'expression d'un mécontentement, les monarchies du Golfe se sont trouvées confrontées à une contestation islamiste. Mais, pour les dirigeants saoudiens, le péril est insidieux, car, le fondement de l'Etat repose sur l'alliance de la maison des Saoud avec le mouvement religieux wahhabite. C'est au nom des valeurs mêmes dont se réclame le régime, que l'assaut est mené par des tenants de l'orthodoxie wahhabite.

Certes, il existe aussi une contestation islamiste chiite en Arabie et à Barhein, mais elle exprime plutôt un mouvement communautaire, face à la discrimination dont les chiites font l'objet. C'est la contestation issue des sunnites, qui représente une menace sécuritaire. Certains des opposants sont d'ailleurs les descendants des Iwans qui avaient conquis l'Arabie pour Ibn Saoud, mais n'en avaient pas moins été écrasés en 1929 par ce dernier. Les intégristes sunnites sont les héritiers spirituels de l'Iwan. C'était le cas du meneur de la prise de la grande mosquée de la Mecque en 1979. Ils dénoncent la corruption qui gangrène le pouvoir et la famille royale. Sans aller aussi loin, un nombre non négligeable de religieux partage ces critiques, au moins en partie. En mai 1991, à la fin de l'opération « tempête du désert », 400 oulémas avaient adressé une pétition au roi Fahd. À l'automne 94, plusieurs centaines d'opposants islamistes ont été arrêtés en Arabie. Les premières décapitations d'islamistes ont commencé en Arabie Saoudite en 1995.

L'oubli de l'alliance séculaire entre le politique et le religieux, pourrait être un facteur révolutionnaire. Si le Shah a été renversé en Iran, c'est en partie pour avoir négligé l'importance de cette « alliance ». Cette menace est d'autant plus grave pour l'Arabie Saoudite, qu'il existe par ailleurs une contestation moderniste.

L'alliance stratégique entre les Etats-Unis et les pétromonarchies fait aussi l'objet de critique des mouvements islamistes ; car la relation arabo-américaine est marquée par une contradiction majeure : leur allié principal est aussi le protecteur inconditionnel de l'ennemi israélien.

#### **4.2 ECONOMIE FRAGILE ET DEPENDANTE DU PETROLE.**

Les économies des pétromonarchies dans le Golfe sont fragiles et restent très largement dépendantes du pétrole. Ces pays sont encore amplement immergés dans le sous-développement économique. Le maintien des cours du pétrole est un enjeu sécuritaire, tant que les cours sont d'un niveau suffisant, ils permettent une redistribution des richesses qui limite la contestation, mais leur baisse engendre la remise en cause du caractère autocratique du régime. La faiblesse des structures industrielles ne permet pas de créer des emplois en nombre suffisant, ni d'exporter, pour combler les déficits extérieurs commerciaux et financiers. L'extension du chômage, conséquence inévitable de cette situation, alimente la montée des différents intégrismes islamiques.

Si le revenu par habitant en Arabie Saoudite avait atteint un niveau de 12.000\$, les baisses des revenus pétroliers et l'endettement, l'avaient réduit à 7.000\$. Le prince Abdallah, prince héritier, déclarait au conseil de coopération du Golfe de décembre 1998 : « les jours fastes sont derrière nous ; ils ne reviendront pas. Nous devons nous habituer à un autre mode de vie qui ne repose pas sur la dépendance envers l'Etat ».

#### **4.3 L'IMMIGRATION FACTEUR DE TROUBLES SOCIAUX.**

Une des caractéristiques démographiques des pétromonarchies est l'importance de la population immigrée par rapport à la population nationale. Cette population, indispensable pour l'économie de la région, constitue à terme un problème sécuritaire, tant les décalages culturels sont grands.

Pour l'Arabie Saoudite, la plupart des démographes estiment que les chiffres du recensement de 1997 ont été faussés, afin de minorer la quantité des non-saoudiens et des chiites. Des évaluations donnent 8 millions d'immigrés pour une population estimée à 18 millions d'habitants. Par ailleurs, la majeure partie des populations d'origine sud asiatique est maintenue dans un état de sous-prolétariat, où les contrats de travail confinent les hommes à des conditions proches de celles de l'esclavage.

Pour l'année 2000, les Emirats arabes unis comptent un million de citoyens émiratis (en intégrant les individus d'origine asiatique ou iranienne), sur les 2,9 millions d'habitants. Cela signifie que les émiratis sont minoritaires dans leur pays (30 pour cent). Le Koweït compte aussi 60 pour cent de travailleurs étrangers.

Ces travailleurs sont essentiellement d'origine asiatique (Inde, Pakistan, Philippines .....), arabe ou occidentale (experts). Durant les 30 années passées le taux d'immigration s'est accru, en majorité avec des nationalités Asiatiques.

**TROISIEME PARTIE :**  
**LA GEOPOLITIQUE IRANIENNE PAR RAPPORT A SA**  
**SECURITE**

**Chapitre V : LA GEOPOLITIQUE IRANIENNE DANS LA REGION**

**5.1 D'UNE GEOGRAPHIE A UNE VISION DU MONDE.**

L'Iran est un monde au cœur d'un univers. Encore plus que la Chine, il mériterait le titre « l'Empire du Milieu ». Sa centralité géographique a modelé sa conscience nationale, depuis des siècles la Perse puis l'Iran, est le pays des populations sédentaires repoussant les menaces extérieures.

Ce caractère géographique lui a dicté non seulement une politique générale, mais aussi une ligne diplomatique et des impératifs de défense. Cette politique a suscité un monde intellectuel ou si l'on préfère, certaines façons de concevoir le réel, tant au degré politique qu'au degré philosophique et spirituel.

**Les frontières du nord.**

Historiquement, la frontière nord est presque exclusivement celle des conflits. L'Iran, un monde de sédentaires agriculteurs qui luttent contre les nomades venant des steppes de la faim. On y trouve entre autres les guerres de Gengis Khan en 1231, Tamerlan au XIVe. La descente de l'Empire Russe à partir du XVIIIe siècle n'a en rien diminué la menace, qui n'a fait que changer d'aspect. Au XXe siècle les ambitions de Staline, l'intégration de l'Iran dans le jeu de la guerre froide se sont inscrites dans cette logique. L'invasion de l'Afghanistan, encore dans toutes les mémoires iraniennes, en est le dernier exemple. La fin de l'Empire Soviétique est donc bien une rupture géopolitique. Du nord ne vient plus une menace d'invasion, mais une possibilité de développement économique.

**Les frontières ouest et est.**

À l'ouest, la frontière entre l'Iran et l'Anatolie a été l'une des plus âprement disputée de l'histoire, c'est l'une des fractures historiques. Cette frontière, qui avait

marqué dans l'Antiquité, les limites orientales de l'Empire Romain, a défini celle de l'Empire Ottoman et a marqué pendant des siècles, les limites du monde méditerranéen. À l'époque contemporaine, ce n'est pas seulement l'une des plus calmes, mais c'est aussi l'une des plus stables. Au XVIIIe siècle, l'Empire Ottoman fut occupé à défendre ses intérêts à l'ouest. Au XIXe siècle, tant l'Iran que la Turquie furent en butte à la menace russe. C'est cette menace qui a mis un terme au conflit entre l'Iran et la Turquie.

Aujourd'hui, ni l'affaiblissement de la Russie, ni l'alliance de la Turquie aux Etats-Unis, ne semblent remettre en cause ce pacte tacite de non-agression. Les intérêts géopolitiques communs comme le problème Kurde pourraient les faire évoluer vers une coopération objective.

À l'est, les chaînes escarpées de l'Afghanistan séparent l'Iran du monde Sino-Indien de telle manière, que tant politiquement que culturellement, l'Iran a toujours regardé plus vers l'ouest que vers l'est.

#### **Les frontières du sud-ouest et du sud.**

Une des grandes constantes de ces frontières furent les échanges avec le monde mésopotamien. S'il y eut au cours des siècles d'indéniables échanges culturels, les conflits en furent le sceau. La guerre récente entre l'Irak et l'Iran n'est que le dernier en date de conflits remontant à la Haute Antiquité, à l'époque des Mèdes et des Perses.

Au sud enfin, le littoral a revêtu une importance croissante. La voie maritime a d'abord été celle du commerce puis celle de la richesse pétrolière.

## **5.2 L'IRAN ET LE MONDE ARABE**

Zone intermédiaire entre l'Europe, l'Asie centrale et l'Afrique noire, le monde arabe jouit des avantages des points de passage obligés et en subit la vulnérabilité. L'importance stratégique de cette plaque tournante n'a cessé d'être au centre des tensions mondiales depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Les pays arabes dont l'autonomie politique était réduite jusqu'en 1952 et même jusqu'en 1958, n'ont cessé de se fortifier pour devenir, à partir de 1973 un facteur économique et financier de l'équilibre mondial. Les ressources minières du

monde arabe sont considérables : plus de 60% des réserves mondiales de pétrole et 25% des réserves de gaz, un tiers des phosphates du monde par contre le secteur agricole reste faible.

Dans le passé malgré les efforts soviétiques, les Etats – Unis ont réussi à conserver leur prédominance dans la région. Au terme de la guerre IRAN- IRAK ou, cette dernière l'emporte grâce à l'aide de l'occident, l'IRAK opte pour une hausse du prix du pétrole envahit puis annexe le Koweït en sous estimant la réponse américaine et celle des Nations- Unies.

L'IRAK dont les pertes militaires s'élèvent vraisemblablement à une centaine de milliers d'hommes a subi une destruction considérable de son potentiel militaire offensif et de son industrie. Tel était, de façon primordiale l'objectif pour les Etats-Unis, soucieux de maintenir le statut quo stratégique au moyen orient où la péninsule arabique reste la région la plus vulnérable.

L'IRAN hostile aux Etats-Unis et à leur influence dans la région est resté neutre et a récupéré les territoires qu'il avait perdu suite à la guerre avec l'IRAK tout en conservant à son profit les avions que le président irakien compte sanctuariser sur son territoire. Le régime irakien a été en grande partie sauvé par l'Arabie Saoudite soucieuse de ne pas voir s'effondrer le pouvoir des sunnites (moins de 25%) au profit des chiïtes (plus que 50%) ce qui aurait profité à l'IRAN. L'insurrection des chiïtes au sud du pays, écrasée, les forces irakiennes se sont tournées vers le nord pour réprimer celles des kurdes provoquant par là un exode considérable.

Cette situation permet aux kurdes sous la protection des alliés de bénéficier d'une autonomie qui n'est pas sans inquiéter l'IRAN, la Turquie et la Syrie, tous trois déterminés à maintenir leurs populations sous étroites tutelles.

Mais dans la zone du golfe Arabo-Persique, l'IRAN vise à retrouver une place prépondérante dans les affaires régionales, place qu'il a perdu à la suite de la révolution islamique et de la guerre contre l'Irak. Cet objectif devait être atteint par la mise en place d'un mécanisme de sécurité collective, ce qui suppose une normalisation progressive de ces relations avec les Etats arabes et une réduction de l'influence des puissances occidentales en particulier celle des Etats-Unis dans la région. Or l'espoir de parvenir à cet objectif s'amenuise au fil des mois. D'abord parce qu'il apparaît de plus en plus illusoire que des pays comme le Koweït et l'Arabie saoudite préfèrent des arrangements de sécurité avec l'IRAN aux garanties américaines. Ensuite parce que dès avril 1992, s'amorce un conflit avec les Emirats

arabes unis à propos des îlots stratégiques du détroit d'Hormuz, plus spécifiquement Abou Moussa. Ces îles ont été reprises par l'IRAN depuis 1971 au moment du retrait britannique et les Emirats mettent en cause la souveraineté iranienne et ravivent un conflit territorial ancien, ce qu'ils auraient sans doute hésité de faire dans d'autres circonstances.

A l'occasion de cette affaire, même la Syrie seul alliée de la république islamique dans le monde arabe, se range du côté des Etats membres du conseil de coopération du Golfe (C.C.G). Enfin les relations de Téhéran avec l'Arabie Saoudite, d'une part puissance anti-chiite, n'ayant jamais eu des relations normales avec l'IRAN islamique et d'autre part Bahreïn pays ayant une population chiite majoritaire(60 /.) mais gouvernée par les sunnites, ce qui est à l'origine des contestations et troubles, souvent d'origine chiite ne s'améliorent pas.

En ce qui concerne le sud, les régions du Golfe Arabo-Persique et le moyen orient ; l'ambition iranienne ne favorise pas la mise en place d'une réelle stratégie d'ouverture. Le pouvoir islamique ne parvient pas à rentabiliser sa politique par rapport à la guerre du Golfe. La nature de ses relations avec les Etats-Unis l'empêche de réintégrer le jeu politique régional en cette période d'après guerre du Golfe et d'après guerre froide où les Américains sont plus que jamais impliqués dans les affaires du moyen orient.

Les autorités iraniennes convoquent une conférence « internationale » contre le processus de paix arabo-israélien, cette politique aura par la suite des conséquences très coûteuses pour l'IRAN car elle ne touche pas seulement les occidentaux, les Israéliens et l'organisation de la libération de la Palestine (O.L.P), mais aussi la majorité des pays arabes et surtout les Etats pétroliers. Ces derniers sont les partenaires incontestables de l'IRAN à la fois dans sa politique à l'égard de la zone du Golfe persique et au sein de l'organisation des pays exportateurs du pétrole (O.P.E.P).

En fait l'IRAN sous le chah a été pour l'occident un élément de stabilité, un « gendarme du Golfe » et un allié d'Israël. Sous les couleurs de la révolution islamique, le même pays est devenu aux yeux des américains et des occidentaux, un élément de tension régionale et un allié des pays arabes dans leur combat pour la libération de la Palestine et d'Al-Qods. Mais depuis les années 50, le jeu politique dans le Golfe s'articule autour de Ryadh, Téhéran et Bagdad qui se sont rapprochés ou affrontés selon les évolutions de la guerre froide ou régionale.

La rupture entre les deux capitales de la rive arabe du Golfe à la suite de l'invasion irakienne du Koweït en 1990, a été à l'origine de la déflagration qui a fait de toute la région l'une des zones de turbulences à la fin de la guerre froide. Une telle situation souligne comment cette riche région du monde constitue aussi une zone de bouleversements d'origines géopolitiques, religieuses, historiques et socio-économiques. Parmi ces lignes de fracture, l'hostilité entre l'IRAK et l'IRAN reste la plus tenace, elle mesure à elle seule la « méfiance entre arabes et persans ».

La deuxième guerre du Golfe a permis à l'IRAN d'assister à l'écrasement de son ennemi irakien. Les tentatives de normalisation des relations entre les deux pays ont échoué car les lourdes conséquences d'une guerre de huit ans sur les plans humain et matériel ne pouvaient être oubliées. Ainsi le manque de confiance était réciproque si bien que Téhéran a simplement confisqué les avions irakiens qui auraient fui la chasse américaine lors de la deuxième guerre du Golfe. Les observateurs qui tablaient donc sur un rapprochement possible entre Bagdad, Téhéran et Damas face à l'autre axe régional turco-israélien, ne se rendent pas compte du fossé qui sépare l'Irak et l'IRAN; les deux pays entretenant chacun sur leur sol l'opposition de l'autre, les Moujahidins en Irak et les chiites du conseil irakien de la révolution islamique en IRAN.

Toutefois le contournement de l'embargo contre l'Irak à travers les eaux territoriales iraniennes et l'échange de quelques visites diplomatiques montrent qu'une normalisation pourrait à la longue intervenir mais qu'elle dépend de l'évolution des deux régimes. L'équilibre du Golfe est certes fragile, mais si l'IRAN et l'Irak finissent par normaliser leurs relations, ils ne risquent pas en tout cas dans un proche avenir de devenir ni des frères sous le chapeau de l'islam ni des alliés. Les tendances hégémoniques des deux parties les empêchent de dépasser leurs querelles historiques.

Ainsi l'avenir des relations de l'IRAN avec le monde arabe dépend largement de l'évolution de la situation politique interne. Celle-ci reste marquée par le consensus apparent entre les différentes tendances religieuses, surtout en matière de politique étrangère. Les relations irano-arabes dépendront aussi de l'évolution des pays arabes eux-mêmes, car on peut s'attendre à certaines secousses ou alternances étant donné l'état de santé de quelques-uns de leurs dirigeants et l'usure des équipes au pouvoir. Ces turbulences dépendront, sans doute aussi, de la

tournure que prendra le conflit israëlo-arabe et des solutions apportées aux faiblesses décelées lors de la guerre avec l'Irak.

### **5.3 L'IRAN, L'ASIE CENTRALE ET LA RUSSIE**

La Russie comprend une vingtaine de minorités territoriales qui, tous ensembles représentent 18% de la population totale. Deux seulement de ces minorités voisinent les 4 millions : les Bachkirs et les Tatars.

Cependant en Russie centrale, la concentration territoriale des différentes régions donne un total de 13 millions d'habitants. L'autre concentration musulmane, celle du Caucase est d'un total de 4,5 millions d'habitants. Le pouvoir de cette société bureaucratique et totalitaire reposait sur l'encadrement mis en place par le parti unique.

La montée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev inaugure une rupture 1985 –1990 qui modifie de fond le panorama des relations Est / Ouest. Les pays baltes, Lituanie, Lettonie, Estonie et Géorgie ont unilatéralement proclamé leur indépendance tandis que les autres républiques se déclaraient souveraines – Russie comprise.

Des heurts interethniques ont eu lieu entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan provoquant au moins 600.000 réfugiés dont près de 450.000 au Caucase et 85.000 en Asie centrale.

A l'égard de cette situation ; la compétition entre la Turquie et l'IRAN pour exercer une influence sur l'Asie centrale est loin d'être surestimée. La Russie aussi est décidée à ne pas être entourée de marches hostiles. En fait la politique iranienne consistait à maintenir une liaison étroite avec la Russie et à tenter de convaincre les Russes d'établir une sorte de cogestion russo – iranienne des crises au Caucase et en Asie centrale, afin de limiter et retarder la percée américaine et turque.

Dans les crises du Caucase l'IRAN se retrouve à chaque fois du même côté que les Russes tout en se méfiant de l'Azerbaïdjan. En 1991 Bakou (capitale de l'Azerbaïdjan) s'est étroitement rapproché d'Ankara et a relancé l'idée d'un grand «Azerbaïdjan » qui incluait le Nord est de l'IRAN. Ce dernier a d'emblée vu l'indépendance de l'Azerbaïdjan une nouvelle source de problèmes.

En revanche les Iraniens disposent d'une vieille connexion arménienne : la population locale est loyale et anti – turque. Les relations avec l'Ouzbékistan sont froides par contre au Tadjikistan et au cours de la guerre civile de 1992, la Russie soutient les « néo-communistes » et Téhéran les « islamo-nationalistes » mais tous

deux s'accordent pour exclure aussi bien les Etats-Unis que l'Ouzbékistan du processus de règlement politique. Les discussions qui aboutissent à l'accord de paix en 1997 se déroulent en alternance à Moscou et à Téhéran et se concluent sur un gouvernement de coalition entre leurs protégés respectifs.

Enfin les Iraniens restent parfaitement silencieux durant la guerre en Tchétchène, alors que les Turcs soutiennent les tchétchènes. La cohérence des alignements stratégiques est claire : russes et iraniens partagent en gros la même vision de l'Asie centrale et du Caucase.

La défense du statut de la Caspienne vise à empêcher les Etats indépendants d'accorder des concessions sans contrôle aux occidentaux. Un développement trop rapide des hydrocarbures de la Caspienne va à l'encontre un intérêt de l'IRAN et de la Russie, deux puissances pétrolières et gazières qui n'ont pas intérêt à voir la concurrence apparaître sur le marché. Ils vont donc prôner le développement des réseaux d'oléoducs et de gazoducs selon un axe Nord- sud : par le Caucase Nord pour la Russie et par son territoire pour l'IRAN.

En fait les Russes n'ont jamais vraiment joué le jeu de la cogestion. Même s'ils ont renforcé leurs liens avec Téhéran, ils n'ont jamais eu l'intention de laisser les Iraniens jouer un rôle déterminant en Asie centrale et au Caucase. De plus les efforts de l'IRAN pour jouer un rôle dans la région se heurtent à la politique américaine. Une véritable guérilla diplomatique est menée contre l'IRAN pour l'exclure avec la Russie de l'exploitation des richesses de la mer Caspienne.

Quoi qu'il en soit, l'isolement de l'IRAN sur la scène internationale, renforcé en mai 1995 par l'arrêt des investissements et échanges des Etats-Unis avec ce pays ne contribuent guère au développement de ses relations avec les pays du Caucase et de l'Asie centrale. De plus l'opposition aux américains pousse l'IRAN à se rapprocher de plus en plus de la Russie, ce qui fournit peut être un atout politique à la diplomatie de Téhéran dans la région. Ceci lui enlève la possibilité de représenter une alternative pour les Etats post-soviétiques qui cherchent à se dégager de l'emprise de leur grand voisin.

Mais l'accession à l'indépendance de ces Etats va profondément modifier la géopolitique de l'IRAN. Ces Etats ont soit des frontières terrestres communes avec l'IRAN (Azerbaïdjan, Arménie, Turkménistan) soit des frontières maritimes (Russie, Kazakhstan) soit les deux. Mais au-delà de ces transformations de type territorial, ce qui importe encore plus, ce sont les nouvelles possibilités offertes en IRAN de

renouer avec un monde qui lui est familier et avec lequel il partage un héritage historique commun, une culture et des traditions.

La recomposition du paysage géopolitique ainsi que l'ouverture sur un monde qui lui est tellement proche et auquel il n'avait plus accès, permettent à l'IRAN d'exercer de nouvelles activités et de jouer un nouveau rôle sur la scène internationale et particulièrement dans son environnement régional.

Enfin la disparition du rideau de fer qui l'avait séparé de la Transcaucasie durant soixante dix ans va, par l'amplification des échanges, renforcer d'avantage encore l'intérêt des iraniens pour leurs voisins qu'ils ne pourront jamais considérer comme vraiment des étrangers.

#### **5.4 L'IRAN ET L'AFGHANISTAN**

Les quatre à cinq années qui séparent le départ des forces soviétiques d'Afghanistan de l'apparition des Talibans (étudiants en religion) en 1994 sur la scène intérieure du pays ne sont faites que d'une succession de troubles et d'affrontement entre les différentes factions afghanes. La situation de 1994-1995 a donc radicalement changée par rapport à celle de la période 1979-1989. On est passé d'une guerre de résistance à un envahisseur étranger à un conflit intérieur qui ne faisait qu'accuser les clivages déjà apparents pendant la période d'occupation soviétique.

En l'espace de pratiquement vingt ans de guerre, l'Afghanistan n'a donc toujours pas trouvé la paix. Les questions de pouvoir et des relations entre les différentes ethnies qui composent le pays demeurent au contraire, tout aussi épineuses que par le passé. Aucune solution n'est venue des acteurs internes traditionnels, des Talibans ou des personnalités afghanes à l'étranger.

Après le départ des forces soviétiques, les factions des moujahidins, en se battant pour le pouvoir, n'ont réussi qu'à faire intervenir un acteur supplémentaire : les talibans. Ces derniers ont démontré qu'ils n'étaient pas aussi désintéressés qu'ils le prétendaient à leur arrivée sur la scène afghane. Leur intervention n'a donc conduit qu'à une nouvelle transformation du conflit.

Certes la situation s'est considérablement modifiée depuis la ou les Soviétiques occupaient l'Afghanistan. On constate dès lors que les acteurs extérieurs

pèsent toujours d'un poids considérable sur le sort du pays. Il est en effet difficile d'envisager qu'une solution imposée de l'étranger puisse réussir.

Le problème est qu'il n'y aura aucune solution nationale sans les talibans. Il semble cependant difficile que le mouvement des talibans évolue pour une résolution de la crise en raison de leur politique extrémiste, on va assister plutôt à une radicalisation qui risque d'avoir de lourdes conséquences sur le plan international.

En fait l'apparition en 1994 des talibans était remarquée sur la scène afghane. Plusieurs spécificités doivent cependant être soulignées et en tout premier lieu qu'il ne s'agit non pas d'éléments étrangers mais bien d'afghanes majoritairement Pachtounes, originaires du sud du pays. Ils interviennent en Afghanistan à partir des zones pachtounes du Pakistan.

En effet la formation de ces étudiants en droit et théologie s'effectue dans les « madrasa » (écoles religieuses) implantées de part et d'autre de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan et s'achève de manière traditionnelle dans les zones pachtounes du Pakistan. Enfin leur apparition ne correspond pas à l'émergence d'un tout nouvel acteur sur la scène afghane puisqu'ils étaient déjà actifs contre les communistes ; les « madrasa » du sud de l'Afghanistan constituant à la fois des écoles religieuses et des bases d'entraînement militaire.

La nouveauté tient plutôt au changement d'orientation de la politique afghane du Pakistan. Pendant toute la période d'occupation soviétique, les autorités pakistanaises avaient fait le choix de soutenir massivement les forces pachtounes. Plusieurs raisons justifiaient cette orientation. La première est que si au sein de la population pakistanaise l'ethnie pachtoune est minoritaire, c'est à elle que reviennent les postes clés. Une sorte de solidarité ethnique unit donc les élites pakistanaises et les composantes afghanes pachtounes. Une autre raison tient également au fait que le Pakistan, qui doit son existence à la promotion d'un modèle religieux ne veut pas d'un Afghanistan communiste et laïque.

Dans ce sens ses préoccupations rejoignent, dès 1979, celles de l'Arabie Saoudite (qui cherchait à promouvoir un modèle sunnite concurrent du modèle chiite iranien) dont le projet est soutenu par les Etats-Unis contre un IRAN qui avait désormais basculé dans le camp des religieux.

Les premières déclarations faites par le mouvement des talibans sont assez diverses. Ils annoncent tantôt n'avoir aucun désaccord avec les factions afghanes mais qu'ils combattent « ce qui va à l'encontre de la religion », tantôt vouloir

« éliminer les factions des Moujahidins » (criminelles) qui ont plongé le pays dans l'anarchie. Ils disent également avoir des adversaires intérieurs (les chefs de guerre qui règnent sur des portions du pays) et des adversaires extérieurs (les pays ou personnalités qui veulent exercer une influence sur le sort de l'Afghanistan).

Si leurs déclarations ne sont pas forcément explicites, leurs actions le sont beaucoup plus et correspondent à de véritables « coups de poings » avec pour objectif de moraliser le pays. Leur avancée s'accompagne ainsi de destruction de champs de pavot ainsi que de l'exécution des trafiquants de drogue.

En février 1995, les talibans sont devenus un acteur non négligeable et pourtant personne n'avait jusque-là tenu compte de leur mouvement.

Actuellement le problème est qu'il n'y aura aucune solution nationale en Afghanistan sans les talibans.

## **6.5 L'IRAN, LA TURQUIE ET LA QUESTION KURDE**

N'appartenant véritablement ni au monde industrialisé, ni à ce que l'on appelle le tiers monde, l'IRAN et la Turquie présentent un certain nombre de caractéristiques relevant de deux catégories. Non seulement ils n'ont jamais subi directement la colonisation, contrairement à la quasi-totalité des pays du tiers monde, mais de plus ils sont les héritiers d'empires qui ont dominé durant des siècles, les Balkans, l'Asie du sud Ouest, la péninsule arabique et l'Afrique du Nord. Ils contrôlent aujourd'hui un territoire et une population d'environ le tiers de l'Europe moins la Russie.

L'IRAN a un revenu énergétique qui pourrait lui permettre d'être un pays économiquement développé ; par contre la Turquie a entamé progressivement sa révolution industrielle. Ces deux pays occupent certes spécifique dans le monde musulman, mais pas forcément « périphérique » comme on l'écrit souvent.

Sur le plan historique, la république de Turquie est issue du démembrement d'un vaste empire dont l'ethnie centrale fondera un Etat-Nation par la révolte armée contre les occupants étrangers. En revanche, l'IRAN a pu maintenir la cohésion malgré l'existence de nombreux mouvements après la fin de la première guerre mondiale.

Il faut rappeler que les ambiguïtés et les distorsions entre les deux régimes ne se situent pas toujours au niveau des débats, mais prennent aussi parfois des

formes de frictions plus ou moins violentes. Le rapprochement perceptible entre les deux pays a été trompeur et de courte durée.

Les autorités turques soupçonnent, depuis des années, l'IRAN, de fournir un soutien aux mouvements intégristes turcs. Certaines prises de positions publiques des diplomates iraniens en poste à Ankara en faveur du mouvement islamique en Turquie ont conduit cette dernière à demander à Téhéran le rappel de ses diplomates. En outre le régime iranien a été accusé de complicité dans l'assassinat de personnalités turques et iraniennes (proches de l'ancien régime sur le territoire turc). Les incidents de ce genre empoisonnent le climat des relations bilatérales.

Actuellement la politique de croisade islamiste semble laisser la place à une vision à plus long terme d'un IRAN redevenant avec la Turquie la grande puissance du moyen orient.

En 1991, la Turquie reconnaissait (après soixante sept années d'inexistence officielle) la réalité d'une minorité de 12 millions de Kurdes, soit 20% de la population totale. Cependant, depuis aucun droit culturel n'a été accordé à celle ci ; tandis que les régions Kurdes sont soumises à une très dure répression destinée entre autre à écraser le Parti des Travailleurs Kurdes (P.K.K).

La Turquie et l'IRAN ont en commun d'abriter de fortes communautés Kurdes : plus de 12 millions pour la première et plus de 6 millions pour le second. Comme dans d'autres domaines, la question Kurde constitue pour les deux pays un champ où l'on constate à la fois des convergences objectives mais surtout des tensions évidentes.

Actuellement, l'attention et les enjeux se polarisent surtout autour de l'Irak. Les deux capitales ne cessent de clamer qu'elles sont en faveur de l'intégrité territoriale au Nord de l'Irak, par crainte de la propagation de l'indépendantisme Kurde sur leur propre territoire. En dépit d'une coopération formelle, les deux capitales ont leurs propres alliés en Irak du Nord selon les situations. Par ailleurs l'IRAN apporte aussi un certain soutien, peut être pas avec la même intensité que la Syrie au parti des travailleurs du Kurdistan (P.K.K) qui mène depuis une dizaine d'années une guérilla sanglante contre la Turquie.

De plus les services de renseignements turcs auraient repéré plusieurs camps d'entraînement en IRAN à proximité de la frontière turque. Outre le soutien logistique apporté par les dirigeants iraniens à l'organisation Kurde, son chef Abdallah Ojallan

(actuellement détenu en Turquie) aurait été bien accueilli lors de ses nombreux passages à Téhéran.

Quant à la diplomatie iranienne, elle se plaît à mettre l'accent sur la coopération avec Damas et la convergence des intérêts stratégiques entre les deux pays, notamment au Liban. De l'autre côté la Grèce et l'Arménie sollicitent fortement l'appui diplomatique de l'IRAN dans leurs conflits avec la Turquie.

Quoi qu'il en soit, avec son protectorat annoncé sur la question Kurde, ses ambitions dans le Caucase et en Asie centrale, ses projets dans la mer noire et sa réapparition dans les Balkans, mais aussi grâce à sa libération pour la première fois depuis trois siècles de la menace Russe, la Turquie est entrain d'abandonner une politique extérieure défensive pour une politique régionale active.

### **Le contexte de rivalité**

Avec trente ans d'avance sur l'Egypte, les Turcs au lendemain de l'effondrement d'un empire ottoman miné par les questions nationales, parviennent grâce à Mustapha Kemal et à l'armature militaire d'une société à tradition étatique, à éviter l'asservissement et à créer avec la Turquie moderne le premier Etat-Nation vraiment indépendant du monde Afro-Asiatique. Sa modernisation intègre surtout les formes extérieures des institutions européennes et non ses fondements économiques, tout en demeurant tributaires des contraintes sociologiques.

Membre de l'OTAN, membre de l'O.C.D.E et du conseil de l'Europe ; la Turquie est le seul Etat du Proche-Orient à être lié à l'occident par un pacte militaire. Il se veut européen et souhaite devenir membre du marché commun. Au Proche-Orient son passé impérial, ses spécificités et ses orientations politiques l'isolent de ses voisins.

C'est le seul pays du Proche-Orient en dehors de l'Egypte, à reconnaître l'Etat d'Israël. La chute du chah d'IRAN qui prive les Etats-Unis d'un allié régional majeur, augmente encore le prix de l'alliance avec la Turquie. Celle ci lors de la crise du Golfe (1990) s'est très vite rangée du côté des américains.

Avec la guerre du Golfe et plus encore avec la dissolution de l'Union soviétique, la Turquie se trouve confortée, non seulement dans sa position d'allié privilégié des Etats-Unis dans la région, mais encore dans celle de puissance régionale. La période de l'isolement ; strictement tournée vers l'Europe est close.

La Turquie a lancé un projet de coopération des Etats riverains de la mer noire, renouant avec le passé ottoman et qui incluse une large partie des Balkans. Elle appuie l'Azerbaïdjan dans ses efforts pour contrôler le Haut Karabakh (ce qui inquiète l'IRAN favorable au statu quo régional) et a entamé une politique d'influence en Asie centrale.

## **5.6 L'IRAN ET L'EUROPE**

Bien qu'entouré de régions en crise et de pays nucléaires (Russie, Israël, Pakistan, Inde), l'IRAN faisait mine de suivre une évolution étonnamment « sage ». Il affichait volontiers en matière de politique étrangère des choix orientés vers les normes les plus acceptables. En 1989 ; le gouvernement pris ainsi l'initiative de proposer à la France d'ouvrir une délicate négociation en vue de clore les lourds contentieux nucléaires et financiers. En 1990 l'IRAN multiplia les initiatives pacifiques : accélération du règlement de paix avec l'Irak, condamnation de l'invasion et de l'annexion du Koweït, proclamation de neutralité dans la « guerre du désert » et proposition de mise en place d'un système de sécurité collective régional.

Ainsi contournant les enjeux de la nouvelle crise du Golfe, le régime islamique tendait à crédibiliser l'abandon définitif de l'exportation de la révolution. Mais l'idée selon laquelle la république islamique pourrait nourrir des relations normales avec l'Europe ; dans le respect des droits de l'homme, du principe de non-ingérence dans les affaires d'autrui fut une première fois contredite à Téhéran par la Fatwa. Cette dernière était prononcée à l'encontre de l'auteur des « versets sataniques » Selmán Rushdí. Paradoxalement aux yeux de l'occident, ce dernier acte de portée internationale était intervenu alors comme à retardement. Car, en 1989, bien d'autres autorités religieuses dans l'islam ; au Pakistan, en Inde, en Egypte, en Arabie Saoudite avaient déjà condamné Selmán Rushdíe.

Toutefois le caractère politique, la dimension bilatérale irano-britannique du contenu de la Fatwa, affectèrent en premier lieu les relations de Téhéran avec les capitales de la communauté européenne, poussant ces dernières au bord de la rupture. Cette vive réaction fit mesurer aux dirigeants iraniens la réalité nouvelle pour eux, de la solidarité liant les douze gouvernements. Ces derniers étaient en 1992

préoccupés par l'ambiguïté de la politique du régime de Téhéran et des contradictions inhérentes au système.

En 1998, avec la levée de l'hypothèque Selman Rushdi, source de frictions qui auront duré neuf ans, il est permis de considérer que la crise euro-iranienne est déjà dépassée. La solidarité et la détermination affichés par les Etats membres de l'Union européenne ont joué dans cette évolution un rôle capital.

Il est certes aujourd'hui de l'intérêt de l'Europe ; celle de Maastricht et Schengen d'utiliser les bonnes dispositions des dirigeants iraniens actuels pour faire avancer ses vues, donner plus d'ampleur à son action diplomatique, pousser ses plans dans le domaine économique et commercial.

Il est aussi de l'intérêt de la paix et de la stabilité, que soient garantis les équilibres régionaux par la présence et la participation de l'IRAN islamique au système de sécurité à mettre en place sans vouloir le punir éternellement de son péché originel.

Enfin l'Europe doit aider l'IRAN à s'engager d'avantage sur la voie de l'ouverture et de l'échange, en s'interdisant les voies de la terreur et de la déstabilisation afin de retrouver à part entière, son rôle d'acteur dans la sphère régionale, et son rang de puissance dans le concert des nations.

### **5.7 LA POLITIQUE DE DEFENSE DE L'IRAN**

L'armée dispose d'un armement classique jugé insuffisant pour défendre le territoire national. L'armée de terre, forte de 345000 hommes, possède environ 1500 chars, 550 hélicoptères et surtout 6500 pièces d'artillerie. Essentiellement défensive, elle a surtout une fonction de maintien de l'ordre, qu'elle partage avec les 120.000 gardiens de la révolution « PASDARANS ».

Le système de défense est principalement orienté vers le monde arabe et la TURQUIE, alors qu'il est beaucoup plus faible vers l'Est. L'armée de l'air (30.000 hommes et 280 avions) a des appareils très âgés qui peuvent néanmoins encore remplir des missions d'appui à proximité du territoire national. L'aviation de transport a par contre démontré qu'elle pouvait agir plus loin puisque des avions iraniens ont atterri en Croatie pour livrer des armes à la Bosnie Herzégovine.

La marine (18.000 hommes) est en fait la seule armée qui soit en expansion. La flotte augmente régulièrement et permet aujourd'hui à l'IRAN de se projeter dans l'Océan indien ou sur les côtes islamisées de l'Afrique. Elle n'est pas assez puissante pour traduire une volonté de conquête de nouveaux territoires mais permet à la fois à l'IRAN d'effectuer des missions de présence qui consolident son statut de puissance régionale, et de faire face à d'éventuels agresseurs avant qu'ils aient pu atteindre les frontières terrestres.

Les seules incertitudes de cette défense concernent le nucléaire. Selon certains spécialistes l'IRAN sera doté d'armes similaires à celles qu'avait la France en 1960, mais aucune preuve n'a pour l'instant été révélée.

Le rapprochement récent avec la Russie, les bonnes relations entretenues avec la Corée du nord et l'anonymat des essais nucléaires pakistanais incitent pourtant à la plus grande prudence. De plus TEHERAN a acheté en 1996 à la Corée du nord des missiles de moyennes portées pouvant atteindre 1500 km, c'est à dire la totalité des pays du Golfe ainsi que la TURQUIE.

Le but recherché par l'IRAN repose de ce fait en premier lieu sur une volonté d'afficher une agressivité que les forces classiques ne rendent pas crédibles. Le nucléaire pourrait alors, éventuellement, être mis en service du « panchiisme ». En second lieu la politique iranienne fait référence à la dissuasion qui prendrait toute sa mesure dans une région instable.

A la complexité du monde iranien s'ajoute donc celle d'une république islamique en proie aux effets secondaires d'une période révolutionnaire qui s'achève. La reconstitution politique en cours, et la préservation indispensable d'un équilibre interne laissent penser que le pouvoir en place ne peut plus se permettre de succomber aux réflexes idéologiques. Toutefois l'existence des « gardiens de la révolution » au sein de l'armée, la priorité donnée aux missiles sur les forces terrestres et la recherche (ou la détention) supposée de l'arme nucléaire font de l'IRAN le pays le plus redouté par ses voisins. En plus il reste avantagé sur le plan international par trois facteurs : la position géographique du pays, ses ressources énergétiques et son héritage historique et culturel.

## CONCLUSION.

L'analyse objective des données de la démographie procède de la nécessaire connaissance du monde et de son évolution. l'angle démographique sous lequel la situation géopolitique de certains conflits a été abordée peut paraître réducteur. Cependant , la connaissance de la démographie doit nous permettre d'anticiper et de prévenir si possible les prochains déséquilibres. Le pessimisme n'a pas sa place et l'homme possède toutes les clés nécessaires comme l'affirme Gérard-François Dumont : « Parce que nous refusons l'esprit fermé des attitudes malthusiennes, nous avons confiance en l'homme. Aussi, nous croyons que l'homme, en prenant en main les difficultés des temps, est encore celui qui peut apporter les meilleurs remèdes à ces sources de perturbations que sont les déséquilibres démographiques. »

Dans cette ère de post guerre froide, les équilibres géopolitiques, qui ne sont en fait que des équilibres de puissance, varient en fonction du nombre, c'est-à-dire de la démographie. Faut-il en conclure qu'une forte démographie est toujours un facteur de puissance, que la démographie sert de plus en plus les desseins de puissance d'une nation ? Doit-on, dans l'analyse des conflits, accorder une place prépondérante au rôle exercé par la pression démographique ?

N'oublions jamais que les équilibres géopolitiques, traduisant des équilibres de puissance, varient aussi et avant tout en fonction du nombre. La démographie bouleverse les données de la puissance et peut finalement changer en profondeur la géopolitique d'un Etat.

Le problème géopolitique actuel de l'IRAN est bien plus « politique » que « géographique ». En effet les atouts de l'IRAN sont nombreux, mais se sont les considérations politiques qui depuis près de deux décennies, ont mené l'IRAN à l'isolement international. Une telle situation s'avère néfaste pour un pays dont l'une des premières vocations est d'être une terre de transit, atout d'ailleurs grandement valorisé par l'effondrement de l'ex-U.R.S.S et la disparition du rideau de fer.

C'est à cette tâche difficile que le gouvernement de Téhéran s'est attelé. Jusqu'à présent il a réussi quelques percées sur le front diplomatique malgré l'opposition farouche des conservateurs. L'Europe est ainsi séduite, les Etats-Unis restent prudents. Raisonnablement la défense des intérêts nationaux de l'IRAN exige le retour de ce pays dans le concert des nations et l'oblige à devenir un Etat

fréquentable. Malheureusement il n'est pas sûr que tout le monde l'entendra de cette oreille. Certains privilégiant toujours, contre la volonté populaire « la raison du régime sur la raison d'Etat ».

Paradoxalement, c'est l'échec de la révolution islamique qui rend aujourd'hui possible l'avènement de la démocratie comme le laisse prévoir les résultats des élections législatives du 18 février 2000, mais à condition que l'actuelle « réaction thermidorienne » ne débouche pas sur un « 18 brumaire ». L'avenir nous le dira. L'Iran connaît, en effet, une évolution qui laisse à penser que certains ne considèrent plus « Orient » et « Occident » comme des notions obligatoirement antagonistes.

L'ouverture de l'Asie Centrale a créé une situation géopolitique nouvelle et favorable pour l'Iran qui, de part ses multiples atouts, a les capacités de devenir un acteur émergent sur la scène moyen-orientale. Nul doute que les Etats-Unis, acteur géopolitique incontournable, prendront en compte les évolutions politiques du pays de l'entre trois mers.

La sécurité du pays ne consiste pas seulement à monter la garde aux frontières mais aussi à faire face aux inévitables turbulences d'un entourage trop riche pour ne pas être convoité. Son avenir dépend en grande partie d'une utilisation systématique des potentialités que lui offre son environnement et sa diplomatie qui doit sacrifier la raison de l'Etat à la raison du régime.

Dans ce domaine, les signes d'ouverture de l'Iran sont nombreux. La normalisation avec l'Arabie Saoudite, allié traditionnel des Etats-Unis a été le premier pas. Mais le gouvernement iranien a également abandonné tout soutien aux Hezbollahs libanais qui ne sont plus aidés que par la Syrie, Téhéran montre ainsi sa volonté de ne plus entraver les négociations de paix israélo-syrienne.

Ces points tendent à montrer que l'Iran apparaît de plus en plus comme un élément de stabilité dans la région.

Enfin sur le plan international, et forte de l'image de respectabilité qu'elle a acquise durant la guerre du Golfe et d'une revalorisation de la position stratégique du pays par rapport à l'espace ex-soviétique, la politique de l'IRAN peut prétendre à un rôle plus considérable au niveau global.

Annexe A :  
La position géographique de L'IRAN



Annexe B :

LES PAYS DE GOLFE ARABO -PERSIQUE



## TABLES DE MATIERS

<u>INTRODUCTION</u> .....	4-5
---------------------------	-----

### PREMIERE PARTIE : LA DEMOGRAPHIE & LES CARACTISTIQUES DE L'IRAN.

#### Chapitre I :

##### 1.LA DEMOGRAPHIE

1.1 la démographie géopolitique des données démographiques .....	6-7
1.2 la démographie politico – securitaire de la démographie mondiale.....	7-9
1.3 la démographie et puissance des états .....	9-10
1.4 la défense et la démographie .....	10-11

#### Chapitre II :

##### 2.L'IRAN

2.1 L'Iran un état en voie de stabilisation .....	11-14
2.2 la situation géographique .....	14-15
2.3 la démographie & l'économie .....	15-17
2.4 une conscience nationale .....	17-18

### DEUXIEME PARTIE : LES ETATS – UNIS & LES PAYS DU GOLFE ARBO-PERSIQUE

#### Chapitre III :

##### 3. LES ETATS – UNIS

3.1 <i>l'Israël</i> .....	19-20
3.2 <i>l'enjeu de la recomposition</i> .....	20
3.3 <i>un monde fragile</i> .....	20-21

#### Chapitre IV :

##### 4. LES PAYS DU GOLFE ARABO – PERSIQUE.

4.1 <i>l'intégrisme sunnite</i> .....	22-23
4.2 <i>Economie fragile et dépendante du pétrole</i> .....	23
4.3 <i>L'immigration facteur troubles sociaux</i> .....	23-24

TROISIEME PARTIE : LA GEOPLITIQUE IRANIENNE PAR  
RAPPORT ASA SECURITE

Chapitre V :

5. LA GEOPOLITIQUE IRANIENNE DANS LA REGION

5.1 D'une géographie à une vision du monde.....	25-26
5.2 <i>L'Iran et le monde arabe</i> .....	26-30
5.3 <i>L'Asie centrale et la Russie</i> .....	30-32
5.4 <i>L'Iran et l'Afghanistan</i> .....	32-34
5.5 <i>L'Iran , l'Turquie &amp; la question Kurde</i> .....	34-37
5.6 <i>L'Iran et l'Europe</i> .....	37-38
5.7 <i>La politique de défense de l'Iran</i> .....	38-39
<i>conclusion</i> .....	40-41
<i>Annexes(A,B)</i> .....	42-43

**BIBLIOGRAPHIE**

## BIBLIOGRAPHIE

- Les défis de la démographie, louise la sonde, éditions 1996.
- Ramsès 2000, sous la direction de Thierry de Montbrial et Pierre Jacquet 1999.
- Le monde et les hommes – les grandes évolutions démographiques, Gérard-François Dumont 1995.
- Péninsule arabe, les surprises de la démographie 1994
- Les migrations internationales, Gérard –François Dumont 1995.
- Fariba ADELKHAH, « Thermidor en Iran », Complexe, 1993.
- Georges CORM, « Le Moyen-Orient », Dominos, 1996.
- Hervé COUTAU-BEGARIE, « Géostratégie de l'Océan Indien », Economica, 1993.
- Hervé COUTAU-BEGARIE, « Traité de stratégie », Économica, 1999.
- Alexandre DEL VALLE, « Islamisme et Etats-unis: Une alliance contre l'Europe « , L'Age d'Homme, 1997.
- Jean-Pierre DIGARD, « L'Iran au XXe siècle », Fayard, 1996.
- Alain DURET, « Moyen-Orient crises et enjeux », le Monde poche, Marabout, 1995.
- Albert HOURANI, « Histoire des peuples arabes », Editions du Seuil point Histoire, 1993.
- Bernard HOURCADE, « Atlas d'Iran », La documentation française, 1998.
- Patrick KARAM, « Allah après Lénine: La revanche de l'Islam dans l'ex-empire russe « , Diderot, 1998.
- Farhad KHOSROKHAVAR, « Anthologie de la révolution Iranienne », L'Harmattan, 199
- André NOUSCHI, « Pétrole et relations internationales depuis 1945 », Armand Colin, 1999.
- Olivier ROY, « L'Échec de l'Islam politique », Seuil, 1992
- Olivier ROY, « La nouvelle Asie Centrale ou la fabrication des Nations », Seuil 1997.
- François THUAL ,<Géopolitique du chiisme < ,Alréa, 1905.